

Taux du Livret A, le gouvernement tape encore sur les pauvres

Chaque année, le taux du livret A peut être sujet à une revalorisation ou à une baisse selon les taux monétaires et de l'inflation. Cette année, suite à la hausse de cette inflation, le taux aurait mécaniquement pu être porté à hauteur de 1%. Pourtant, de concert avec la Banque de France, le gouvernement a décidé de maintenir le taux à 0,75%.

Les raisons avancées par l'exécutif reposent sur la volonté de réorienter l'épargne des français vers les actions et les entreprises. Cette décision prouve une fois encore que ce gouvernement n'a d'yeux que pour les plus riches et ignore les classes populaires. En effet, ce sont plutôt les classes supérieures qui ont la possibilité et la volonté d'avoir une épargne orientée vers des placements financiers tels que les actions, avec un certain niveau de risque. Les classes populaires quand à elles, placent majoritairement leur épargne vers d'autres placements, entre autre le Livret A qui est virtuellement sans risque. C'est aussi oublier que le livret A est encore un mode de financement important des logements sociaux. Alors que la collecte avait recommencé à augmenter, le gouvernement lance un signal clair pour freiner cette tendance. Mais au vu de ces orientations programmatiques du gouvernement sur le logement ce n'est pas non plus une surprise.

Au delà du produit d'épargne favori de la population, le Livret A est comme le rappel le récent rapport sur l'inclusion bancaire 2016, un instrument indispensable pour quelques millions de personnes, exclues du système bancaire classique. Une exclusion qui hélas se confirme à la mesure des besoins des populations défavorisées et qui est relativement compensée par le système vertueux d'un produit bancaire simple qui repose sur l'épargne publique et administrée.

Pour la fédération SUD PTT, cette décision de maintien au taux de 0,75% ajoute une pierre à l'édifice des orientations antisociales du Président et du Premier ministre qui doivent être combattues dès aujourd'hui dans la rue le 14 juillet avec le Front Social et dès la rentrée par une mobilisation massive unitaire du mouvement syndical le 12 septembre.

Paris le 14 juillet 2017